

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE - N° 157
24 sept. au 7 oct. 1973
LE NUMERO :
0,80 F

La voie "pacifique" est la voie du suicide, et mène au massacre de la classe ouvrière

C'est dans le filet de ces forces militaires, elles-mêmes instruments de forces sociales, dont il avait non seulement cru pouvoir éviter l'attaque, mais dont il avait demandé l'appui pour « construire le socialisme » à la chilienne, qu'Allende a été pris. Son suicide, vrai ou faux, prend valeur de symbole : il confirme tragiquement qu'il n'y a pas de « voies pacifiques », nous ne disons pas au socialisme, mais même au plein développement CAPITALISTE des pays restés à mi-chemin entre une organisation économique et sociale pré-bourgeoise et le plein épanouissement des formes économiques, sociales et politiques bourgeoises.

Laissons les plumitifs de la classe dominante et ses valets opportunistes baptiser « marxiste » le régime du président abattu : il n'y a PAS UNE ONCE de marxisme là où « on n'étend pas la reconnaissance de la lutte de classe jusqu'à la reconnaissance de la NECESSITE de la dictature du prolétariat ». Ce que cherchait à faire le régime d'Allende, comme ceux de tous les grands pays « en voie de développement », c'était de surmonter

par la voie légale et constitutionnelle les éléments d'arriération, de déséquilibre, les contrastes criants d'un pays suspendu entre le passé et le présent dans le cadre mondial de l'impérialisme.

Et pourtant, MEME CELA n'a pas été possible par la méthode DOUCE, GRADUELLE, PACIFIQUE ET PARLEMENTAIRE de la démocratie interclassiste.

On voulait EVITER d'employer la violence pour renverser la domination des forces sociales rétrogrades : elle s'est inéluctablement retournée contre ceux-là même qui s'imaginaient pouvoir l'apprivoiser. On refusait de déclencher l'OFFENSIVE contre l'ennemi : c'est l'ennemi lui-même qui la déclenche. On voulait opposer aux ARMES le bulletin de vote : ce sont les armes elles-mêmes qui le mettent en pièces avant même qu'il soit déposé dans l'urne. Même les réformés les plus timides, là où elles conservent encore un sens, exigent pour être mises en pratique l'emploi de la FORCE organisée et centralisatrice : SINON c'est une force organisée et centralisatrice qui se chargera de les détruire — ou bien de les reprendre à son compte

(ce ne serait pas la première fois dans le « Tiers Monde »).

« C'est la faute de la démocratie chrétienne ! » ou bien « C'est la faute des colonels fascistes ! » hurlent les partis « communistes » et consorts. Non messieurs : c'est la faute de ceux qui croient et font croire qu'au moyen du dialogue et même de l'accord avec les prêtres, les bourgeois, les boutiquiers et les mercenaires, on peut « construire » autre chose... que le statu quo.

On ne peut demander au bourreau de faire le contraire de son métier. Les partis « communistes » tirent de la défaite d'Allende la leçon que « l'unité de tous les démocrates » est nécessaire : mais c'est précisément cette unité qui a livré la classe ouvrière pieds et poings liés à ses bourreaux. Ceux qui ont prêché au prolétariat le désarmement, le pacifisme,

le respect de la légalité, partagent la responsabilité de son massacre. La tragédie chilienne, ce n'est pas que la démocratie vole en morceaux : c'est que les coups imployables des militaires s'abattent sur la classe ouvrière, victime à la fois de la lâcheté de la démocratie petite-bourgeoise et soldisant radicale vis-à-vis des anciennes classes possédantes, de la bourgeoisie industrielle et de l'impérialisme, et du pacifisme gradualiste et légaliste de la social-démocratie et du stalinisme.

Après le suicide de la « voie chilienne au capitalisme intégral », les quartiers ouvriers ont opposé une héroïque résistance au déluge de feu déversé sur eux par l'armée et l'aviation. Désarmés politiquement et militairement par leurs dirigeants, ils ont malgré tout, grâce à leur courage inflexi-

ble, montré que l'issue de la lutte de classe appartient inexorablement aux ARMES. Que les prolétaires des grandes métropoles impérialistes, les masses paysannes et ouvrières des pays « arriérés » tirent au moins de la tragédie chilienne la confirmation de la nécessité de la violence et de la terreur révolutionnaires ! Que la classe ouvrière mondiale entende la dure leçon que ses frères chiliens sont en train d'écrire avec leur sang : la lutte contre l'oppression des classes dominantes est inséparable non seulement de la violence révolutionnaire, mais aussi de l'indépendance politique du prolétariat constitué en parti autonome, et de la lutte politique la plus résolue contre les courants opportunistes et la démocratie petite-bourgeoise !

Il n'y a pas, il ne peut y avoir, d'autre voie !

Impuissance de l'anti-impérialisme bourgeois

Les chantres du « communisme » officiel ne laissent pas passer un seul événement sans y chercher fébrilement la preuve du recul progressif de l'impérialisme dans un monde où s'affirmerait chaque jour davantage l'alliance entre l'U.R.S.S. et les jeunes Etats indépendants, présentée comme celle du socialisme et des peuples opprimés.

Or, voici que s'est réunie à Alger la quatrième conférence des pays « non-alignés », dans la tradition de la conférence afro-asiatique de Bandoeng en 1955. Et cette réunion qui groupait les gouvernants de quelque 105 pays a été l'occasion de parler, entre gens sérieux, de la détente entre l'Est et l'Ouest. Ce qui ressort des débats, c'est que — comme nous l'avons toujours affirmé — la détente entre Moscou et Washington n'est aucunement un recul de l'impérialisme en général, ni même de l'impérialisme américain.

Beaucoup de délégués déçus par cette constatation ont cherché querelle à Moscou et l'ont, en termes à peine voilés, accusée de s'acquiescer avec Washington. Bref, la crainte a été manifestée que l'entente russo-américaine ne soit une tentative de condominium impérialiste, pesant sur les « pays pauvres » comme une chape de plomb.

Les inquiétudes ont été telles que Moscou a pris la mouche et s'est vu obligée, dès la veille de la conférence, de condamner vivement les thèses « maoïstes et impérialistes » avançant que le monde est divisé en pays riches et pays pauvres. Il faut dire que, si une telle division n'est qu'un reflet grossièrement déformé d'un phénomène réel, la prétendue division entre pays socialistes et pays ca-

pitalistes révèle, elle, sa véritable nature : le voile avec lequel la maison Stalin & Sons s'imaginaient cacher le partage du monde en zones d'influences impérialistes. Que penser dans ces conditions de la « solidarité grandissante » entre pays « socialistes » et peuples opprimés, précisément quand Moscou fait figure d'accusé — bien qu'en termes choisis, diplomatie oblige ! — devant des chefs d'Etats et de gouvernements qu'elle courtise et sacré « représentants des peuples opprimés » ?

Si les faits prouvent donc quelque chose, c'est qu'en dépit des propos des « communistes » officiels, l'impérialisme est bien vivant. Non seulement il ne recule pas, mais encore il oblige à la réunion d'une conférence où des gens aussi peu suspects de « progressisme », de révolutionnarisme, voire de menées anti-impérialistes que les représentants du Brésil ou de l'Ethiopie, de l'Indonésie ou de l'Arabie saoudite, viennent applaudir à la déclaration suivante : la paix, dont on parle beaucoup, est loin d'être assurée « tant que sévront les guerres coloniales, les agressions impérialistes, l'occupation étrangère, la politique de force, l'exploitation et le pillage économique ». (Le Monde du 11-9-73).

Misère de la « coexistence pacifique » qui, avec le développement des échanges, devrait conduire à

l'apaisement des antagonismes entre les Etats et entre les classes et donc à la fin des révolutions et qui, au contraire, mène à un approfondissement des antagonismes qui appelle et exige des solutions révolutionnaires !

Ceci n'est paradoxal qu'en apparence et trouve une explication très simple : il n'existe pas de commerce sans concurrence et le développement du commerce signifie développement de la concurrence. Quand le capitalisme est devenu historiquement trop à l'étroit à l'intérieur des frontières des premiers Etats capitalistes, ces derniers sont poussés à la concurrence pour le partage du monde : chaque Etat tente de s'assurer contre les autres matières premières, débouchés pour les marchandises et le capital financier, et tous sont ainsi conduits à la concurrence stratégique, militaire, et à la constitution de « zones d'influence ». Par conséquent, plus le capitalisme se survit, et plus s'accroît la tendance au despotisme des grands Etats sur le marché mondial et au renforcement de réseaux concurrents de dépendance diplomatique et militaire.

**

Mais il est bien clair que cette tendance nécessaire de l'impérialisme ne peut pas ne pas s'accompagner des réactions des petits Etats qui tentent de se garantir contre le despotisme des grands Etats et leur domination politique, et qu'elle doit inévitablement entraîner la réaction des masses exploitées sur lesquelles la pression de

(Suite page 2.)

Toujours prêts... à noyer la lutte dans les élections

Il a suffi que la bourgeoisie fronce les sourcils en feignant de voir dans la fameuse déclaration de Séguy au Palais des Sports une menace contre sa légalité pour que l'éditorialiste de L'Humanité s'empresse de mettre les points sur les i : il ne faudrait tout de même pas nous prendre pour des révolutionnaires, voyons ! M. Séguy a simplement dit qu'il n'était pas exclu que le développement des luttes ouvrières porte « légalement » (c'est Andrieu qui souligne) la gauche au pouvoir. Tout ce que les dirigeants opportunistes voulaient dire, c'est qu'ils étaient prêts à collaborer au maintien de l'ordre bourgeois en cas d'effervescence ouvrière : « des éléments semblables à ceux qui précédèrent mai 1968 existent incontestablement dans la situation actuelle... en pareil cas on peut imaginer plusieurs modalités légales d'accession de la gauche au pouvoir, étant bien entendu qu'en toute hypothèse, c'est au suffrage universel qu'il appartiendrait de trancher » (Séguy au Monde, 14-9). Nous voilà donc prévenus : en cas d'agitation sociale généralisée, le P.C.F. est prêt comme en 1968 à défendre la légalité bourgeoise, à faire rapidement reprendre le travail aux ouvriers en lutte, à canaliser enfin leur puissance de classe sur la voie du marais électoral pour l'y noyer une fois de plus. Pendant que l'appareil d'Etat se renforce sans cesse pour réprimer la classe ouvrière de l'extérieur, l'opportunisme s'emploie sans relâche à l'anesthésier de l'intérieur. Les partis qui s'emploient à cette tâche ne sont pas des partis « ouvriers » que l'on peut « pousser à gauche » ou utiliser pour la révolution : ce sont des partis contre-révolutionnaires, des agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, qui doivent être sans relâche dénoncés comme les pires ennemis politiques du communisme.

Impuissance de l'anti-impérialisme bourgeois

(Suite de la page 1)

l'impérialisme est d'autant plus insupportable qu'il oppose à leurs exigences un rempart supplémentaire qui vient s'ajouter à celui que constituent les classes dominantes locales.

Le « non-alignement », qui prétend canaliser ces réactions des petits Etats, s'est révélé impuissant. Mais son impuissance ne supprime pas les antagonismes dont il est un reflet : c'est la réponse politique qu'il entend leur donner qui est inconsistante.

Bandoeng vint en 1955, à un moment où les grands Etats d'Asie et l'Egypte étaient parvenus à l'indépendance. Il s'agissait pour eux de marquer la fin de cette phase où les masses avaient été entraînées sur la scène politique et avaient dans certains cas affronté insurrectionnellement les vieilles classes sociales et l'impérialisme, et de voir avec ce dernier comment régler les restes d'une époque que l'on espérait résolue. La conférence d'Alger se réunit alors que la grande vague des révolutions nationales et anti-impérialistes de l'après-guerre est sur le reflux, et qu'il s'agit de tirer un bilan.

Ce qui caractérise la tradition politique qui va de Bandoeng aux conférences des pays « non-alignés » de Belgrade en 1960, du Caire en 1964, de Lusaka en 1970 et finalement d'Alger, c'est qu'elle dénonce politiquement l'impérialisme en même temps qu'elle prône la coexistence pacifique et présente l'émancipation de l'impérialisme comme possible sur le terrain et avec les armes du mercantilisme.

On sait que la conférence de Bandoeng fut célèbre par la formulation qu'y donna Chou En-lai des cinq principes de la coexistence pacifique. Quel bilan pouvait-on tirer à Alger de près de vingt ans de non-alignement prétendument anti-impérialiste ? Quelques jours avant la conférence, l'organe cen-

tral du F.L.N. algérien montrait que l'un des faits les plus positifs à mettre à l'actif du non-alignement était d'avoir constitué aux Nations Unies un bloc « qui exerce sûrement une influence réelle et positive sur bon nombre de pays et y compris sur les grandes puissances » (Révolution africaine, du 31-8-73).

On imagine quelle influence peut avoir l'O.N.U. dans la lutte contre l'impérialisme, elle qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle « caverne des brigands impérialistes » !

Même les discours lénifiants ne pouvaient cacher l'inconsistance de la tradition politique du non-alignement, et la conférence d'Alger tenta de donner le change en mettant cette fois l'accent sur la « lutte pour l'indépendance économique ».

Personne ne pourra nier que dans certaines conditions, il est possible aux petits Etats de porter des coups à certains intérêts impérialistes, par exemple en les expropriant de la rente minière, et les prolétaires des grands Etats devraient se réjouir que des bâtons soient ainsi mis dans les roues de leur propre bourgeoisie et de leur propre Etat. Mais l'idée qui a été lancée de lutter contre l'impérialisme en réalisant un front des producteurs de matières premières est une utopie. Aussi comprendra-t-on que la conférence d'Alger, qui devait mettre sur pied une véritable panoplie des armes économiques que le front des « pays pauvres » devrait opposer au despotisme des « pays nantis », n'ait pu, en dehors de l'idée de la création d'un fonds commun d'investissement, parvenir à se mettre d'accord que sur la nécessité de... mener des enquêtes sur les sociétés multinationales et sur la faim dans le monde, mesures terriblement anti-impérialistes, comme on peut le voir !

*

Le non-alignement est lié à la grande vague des révolutions na-

tionales qui a secoué l'Asie et l'Afrique dans le second après-guerre, fait éminemment révolutionnaire qui a balayé sur des espaces immenses de puissantes entraves au développement des forces modernes de production, entraîné des masses gigantesques sur la scène historique, élargi dans de vastes proportions les tranchées où les antagonismes irréductibles de la société bourgeoise pousseront inévitablement demain des armées plus nombreuses et plus puissantes encore qu'hier. Ces révolutions sont toutes passées par des voies historiques où elles furent dirigées par la bourgeoisie, qui a présenté la fin de la domination politique de l'impérialisme et la constitution de la nation en Etat comme la fin des antagonismes sociaux, avec comme toile de fond l'égalité des nations et la coexistence pacifique (fable qui par ailleurs a successivement été contée par toutes les bourgeoisies).

L'inconsistance du non-alignement n'est rien d'autre que le démenti donné par l'histoire aux prétentions à liquider l'impérialisme et à émanciper le travail des chaînes de l'exploitation dans le cadre national, et la confirmation de la thèse marxiste : les masses ont rempli hier leur devoir historique — et devront le remplir demain encore dans certaines aires géographiques — en combattant pour abattre les obstacles à la constitution des nations, portant ainsi des coups à la domination politique de l'impérialisme. Mais le cadre national reste insuffisant. Il n'est pas l'aboutissement de la lutte des classes opprimées, mais un point de passage pour que se constitue la force capable d'abattre l'impérialisme : la classe ouvrière mondiale qui pourra se porter à la tête de toutes les forces sociales luttant résolument contre toute forme d'exploitation et d'oppression.

Le non-alignement est le drapeau

de forces qui prétendent arrêter l'histoire au moment où le cadre national est tracé, quitte à gémir et à se débattre contre les conséquences monstrueuses de la société organisée dans un tel cadre. Le mot d'ordre qui en découle doit donc historiquement devenir conservateur, réactionnaire et finalement contre-révolutionnaire face au prolétariat luttant pour ses buts de classe : « Aujourd'hui, le monde est divisé en pays pauvres et pays nantis. Si certains par le passé ont prôné l'unité des travailleurs dans le monde, il est de notre devoir de dire : pauvres dans le monde, unissez-vous ! », déclare Boumediène, qui en parlant de « pays pauvres » veut évidemment dire « pays pauvres » (Révolution africaine, 31-8-73).

Pour notre part nous n'hésiterons pas à répéter, comme par le passé, avec le Manifeste du Parti communiste : « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre. Avec l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles ». La condition de tout cela, c'est l'union du prolétariat par-dessus les frontières, et cette dernière suppose avant tout que les prolétaires des grands Etats luttent contre leur propre impérialisme et contre les partis social-impérialistes qui, sous prétexte d'égalité des nations en général et d'indépendance politique en général, ne font que défendre leur propre Etat.

La seconde partie de l'article : « Chili : voie nationale au socialisme ou réformisme bourgeois ? » paraîtra dans le prochain numéro du « Prolétaire ».

LA CHARITÉ POUR MAINTENIR L'ORDRE

A quoi servent les organisations internationales de la bourgeoisie ? Le directeur général de la F.A.O. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) vient d'adresser aux gouvernements des grands pays exportateurs de blé un télégramme leur demandant « de veiller à ce que les pays en voie de développement vulnérables puissent obtenir pendant l'année 1973-74 leurs importations essentielles minimales pour la consommation humaine afin d'éviter une grave instabilité sociale et politique et des risques de famine plus tard... » (Le Monde du 2-3/9/73 — souligné par nous). Autrement dit : donnez-leur tout juste de quoi ne pas crever de faim, sinon ils risquent de se révolter et de mettre en danger vos chasses gardées dans le Tiers-Monde !

Les organisations internationales de la bourgeoisie remplissent bien leur rôle de chiens de garde des impérialismes dominants. Que les prolétaires en tirent la leçon qui s'impose pour vaincre, il faudra qu'eux aussi reconstituent leur organisation internationale de combat, leur parti international !

PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du n° 10 (septembre-octobre 1973) de :

EL PROGRAMA COMUNITA

- Ce que fut le Front populaire (suite).
- Dictature prolétarienne et parti de classe.

Le numéro : 1 F

Commandes au « Prolétaire »

Syndicats ouvriers ou consortiums capitalistes ?

Elle possède 13 banques, dont une a « un bilan de plusieurs milliards de milliards », la plus grande compagnie allemande d'assurance-vie, 150 usines d'articles divers, la seconde flotte allemande de pêche en haute mer, près de 300.000 appartements qu'elle a fait construire elle-même, 7.000 magasins de coopératives de consommation ; elle crée des établissements bancaires « d'Amsterdam à Sao Paulo, du Mexique au Luxembourg » ; elle construit des hôtels de luxe à Paris et à Monte-Carlo, des villages sur la Côte d'Azur et des villages touristiques au Ghana ; elle finance des entreprises capitalistes dans la Ruhr et en Allemagne orientale ; elle est copropriétaire de trois holdings à Zurich ; elle se vante de posséder un patrimoine estimé entre 4 et 10 milliards de francs actuels selon que l'on tient compte des valeurs nominales ou des valeurs effectives ; elle a « fait surgir des églises, des mairies, des gares » ; elle est en somme, « une des plus grandes puissances économiques de l'Allemagne ».

De qui donc s'agit-il ? D'un consortium de « barons de la Ruhr », de financiers de Francfort, ou d'armateurs d'Hambourg ou de Brême ? Vous n'y êtes pas du tout. C'est la confédération des seize syndicats allemands, la puissante DBG (décrite dans *Il Corriere della sera* du 8-VIII). Il est vrai, observe, en feignant de le croire, le quotidien milanais, qu'avec tant de richesses les syndicats allemands « pourraient soutenir pendant des années et des années les travailleurs en grève et, s'ils le voulaient, renoncer aux contributions payées par 7 millions de membres qui lui versent 130 milliards de lires par an » (soit près de 900 millions de francs actuels), mais la DBG ne songe aucunement à y renoncer, et se propose moins que jamais de soutenir les ouvriers en grève, ne disons pas

pendant des mois et des années, mais même pendant quelques jours. Une puissance économique de cette sorte, un tel pilier de l'économie capitaliste, liée par mille fils à la finance nationale et internationale et à la stabilité intérieure, condition de ses splendides profits, peut-elle souhaiter que les ouvriers se croisent les bras ? Peut-elle ouvrir dans son budget un chapitre « subvention aux grévistes » comme elle en ouvre un pour les « frais de représentation » de ses managers ? Vous n'y pensez pas : les affaires sont les affaires ! Il est aussi vrai que la DBG et ses entreprises « n'oublent pas les objectifs sociaux et appliquent la cogestion » : mais peut-être les industriels de la Ruhr oublient-ils les premiers et ne pratiquent-ils pas la seconde ? Ce ne sont pas des imbéciles ! Ils y trouvent tous leur avantage en termes de « paix sociale ».

Nous ne voulons pas dire que la sujétion des syndicats allemands (ou américains, car les premiers ne font que reproduire le modèle yankee, ou à plus petite échelle ceux de Suisse, d'Autriche ou de Scandinavie) à l'ordre capitaliste, dont ils donnent tout au plus l'illusion de soulager les plus criantes infamies, soit l'effet de cette transformation en consortium industriel et financier. L'opportunité des dirigeants syndicaux date d'époque où les organisations économiques des travailleurs n'étaient pas encore admises dans le monde des affaires et ne révaient pas même de l'être. Mais il est clair que le réseau d'intérêts matériels communs avec le régime établi ne peut pas ne pas conditionner la mentalité et la direction non seulement politique mais aussi économique et revendicative de tout l'appareil syndical, des gros bonnets du sommet aux petits fonctionnaires de la base, et indiquer d'une large frange des syndiqués eux-mêmes qui reço-

vent au moins les miettes des bonnes affaires réalisées par la confédération.

On l'a bien vu lors des toutes récentes grèves sauvages de la métallurgie et de l'automobile déclenchées par les ouvriers immigrés : les chefs des syndicats, prenant directement leurs ordres de Brandt lui-même, ont organisé le sabotage de la lutte sur une grande échelle, et ont envoyé des commandos de jaunes pour briser par la violence les piquets de grève.

Même dans ces syndicats, les révolutionnaires doivent développer leur travail de contact des ouvriers organisés, de prosélytisme et d'agitation ; mais peuvent-ils se proposer de les « conquérir » comme il était légitime de le penser dans le premier après-guerre ? Il leur faudrait en démanteler de fond en comble les structures, les reconstruire entièrement. Ces syndicats sont autant de forteresses de la bourgeoisie : ce n'est pas par leur « courroie de transmission » que passera la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ; ce n'est pas même à travers leur réseau organisatif que se fera la reprise de la lutte véritablement « trade-unioniste » pour la défense des conditions de vie et de travail, ni pour l'unification de la classe par-delà les divisions en catégories et en entreprises. Dans un tel milieu la reprise de la lutte de classe générale devra emprunter une voie bien différente !

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

QUAND LES BONZES DISENT LA VÉRITÉ... AUX BOURGEOIS !

Il a souvent été reproché à Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., d'avoir une idée très vague et très confuse de l'autogestion. Cette accusation n'est qu'à moitié justifiée. Voici en effet ce que Maire confie à Ceyrac, président du C.N.P.F. (dans *le Point* du 27-8-73) :

« Je peux vous dire que l'autogestion n'est pas la suppression du lien entre la possession du capital et le pouvoir sur les hommes et les choses... L'autogestion n'est pas la suppression du marché. C'est simplement le fait que le marché s'inscrit dans le cadre d'une planification... Ce n'est pas la suppression de l'autorité qui ne vient plus du capital, mais des travailleurs et des citoyens, voilà... ». Comme on voit, Maire a le mérite de dire ce que n'est pas l'autogestion : elle n'est pas le socialisme, qui suppose la suppression du capital, du salaire, et donc du marché !

Edmond Maire se revendique volontiers d'une « tradition syndicaliste » opposée au « marxisme », qu'il feint de voir défendu par le P.C.F. et la C.G.T. Il est vrai que le syndicalisme révolutionnaire baptisait socialisme son rêve d'une société où les syndicats prendraient en main les entreprises qui continueraient à échanger entre elles. Il s'imaginait « abolir le salariat », et donc aussi le capital en « abolissant le patronat » ! Pour parvenir à cette société, le syndicalisme révolutionnaire avançait une recette, avec le mythe de « la grève générale expropriatrice », qui exprimait, au fond, les espoirs d'un bouleversement révolutionnaire, bien que confus, « immédiatiste » et finalement caricaturant la révolution.

Si toutes ces fantasmagories tirées du filon proudhonien ont jus-

tement été combattues par la gauche marxiste dans la II^e Internationale et si le syndicalisme a finalement sombré dans l'orgie du social-patriotisme et du social-chauvinisme tout comme la droite en 1914, il ne faut pas oublier qu'au moins au départ, ce courant, canalisant des forces prolétariennes, représentait une réaction saine au parlementarisme de principe et au réformisme de la droite.

Il n'est évidemment pas possible d'en dire autant du « syndicalisme » de Maire qui n'exprime en aucune manière une réaction antiréformiste, mais au contraire une variante syndicale du réformisme. Le « syndicalisme autogestionnaire » prétend en effet passer au « socialisme en douceur », en réformant discrètement l'Etat parlementaire grâce à de bonnes élections combinées avec un mouvement de masses où chaque groupe de la population chercherait le « pouvoir », qui dans son usine, qui dans son bureau, dans son champ si ce n'est dans son... commissariat de police !

Bref, si le syndicalisme révolutionnaire était une réaction de classe, exprimant les aspirations immédiates et confuses de couches prolétariennes, le syndicalisme autogestionnaire de Maire n'est que l'aspiration de couches techniques à améliorer leur sort en ayant la possibilité de « dire leur mot » dans la gestion de l'entreprise. Vouloir faire passer ces aspirations mesquines pour la traduction des besoins historiques de la classe prolétarienne, n'est pas simplement dérisoire. C'est tout aussi réactionnaire que le faux « marxisme » de la C.G.T. et du P.C.F. qui prétendent faire passer les aspirations conservatrices et chauvines de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie pour le programme de la Révolution prolétarienne.

Sur le fil du temps

Faire investir ceux qui sont nus

Le *Fil du Temps* que nous reproduisons ici a paru en 1950 dans le numéro 6 de notre organe en langue italienne de l'époque, *Battaglia Comunista* : il confirme aujourd'hui que l'opportunisme joue toujours les mêmes cartes et que pour le marxisme elles restent toujours fausses à tout moment et dans toutes leurs différentes versions. Les personnages changent : à la tête de la C.G.I.L., Lama a succédé à Di Vittorio (comme Séguy a succédé à Frachon), on ne parle plus d'*amlires* (monnaie d'occupation émise par l'armée américaine) mais de dollars ou de marks, à la « non-collaboration » a succédé l'« absentéisme » ou la grève... tournante, etc. Mais la politique syndicale qui consiste à défendre l'investissement, ou à en prendre l'initiative si les bourgeois tardent à s'en charger, et à le faire passer pour l'« intérêt des ouvriers », lui-même synonyme de l'« intérêt national », cette politique, aujourd'hui comme hier et comme toujours, est une duperie pour les salariés. Nous n'avons donc pas une virgule à changer à ce texte vieux de vingt-trois ans... ou de cent-six ans, l'âge du *Capital* de Marx...

Crises, misère, chômage. C'est la faute du gouvernement, qui dispose d'un remède tellement simple, l'investissement, et ne veut pas l'appliquer.

Voilà toute la politique et l'économie politique des formidables partis qui, en Italie, « représentent les classes ouvrières ».

Investis donc, gouvernement filou ! Mais de quel gouvernement s'agit-il ? De celui que ces partis ont eux-mêmes porté au pouvoir dans l'orgie antifasciste et l'allégresse de l'arrivée des armées occidentales. Et pourquoi un tel gouvernement ne voudrait-il pas investir ? C'est simple : pour plaire aux classes propriétaires et monopolistes ! Et comment faire pour déplaire à ces classes et investir sur une large échelle en augmentant la productivité et la richesse nationales ? C'est encore plus simple : il suffit de voter contre les démocrates-chrétiens et d'envoyer au gouvernement les socialistes de l'Avanti et les communistes de l'Unità.

Les classes dominantes italiennes et leurs maîtres d'au-delà les frontières peuvent être satisfaits, puisque la préparation politique de la classe ouvrière s'est dissoute dans la basse bigoterie et les superstitions vieillottes diffusées par ces partis et ces journaux. Malheur à qui se permet de douter que le socialisme et l'action ouvrière consistent dans leurs consignes : Démocratie ! Peuple ! Unité ! Paix ! Production ! Investissement de capitaux !

HIER

Investissement... Qu'est-ce que c'est que ça ? S'agit-il de ce dont nous avons entendu parler en des temps où les partis n'étaient pas si grands ni puissants, ou bien est-ce une nouveauté exclusive, comme l'existentialisme ou la samba ?

On investit quand on transforme l'argent en capital. Dans le monde rose de la bourgeoisie, que fait donc celui qui a de la richesse en trop ? Celui qui a accumulé tant d'argent qu'il n'arrive pas à le dépenser, si formidables que soient son appétit et sa capacité à souder des mamifères de luxe en s'offrant l'usage de ces « forces de travail qui ne peuvent pas être intégralement employées, sinon en prestations personnelles mercenaires, souvent infâmes » ? Il investit !

Il achète des machines, achète une usine, achète des matières premières, achète des forces de travail nécessaires à la production, vend les nouveaux produits, réalise de nouveaux profits, forme un nouveau capital, qu'il investira ultérieurement. Ainsi il passe de la fosse des damnés au rang des élus qui ont bien mérité de la société et de la production nationale. Nous ne savions pas toutefois qu'il recevait en plus la croix de la Confédération Générale du Travail. Dans notre simplicité d'antan nous avions cru comprendre : tu es trop riche ? Eh bien ! Investis ! Mais aujourd'hui on enseigne dans les facultés d'économie, sous la houlette du recteur Di Vittorio le Magnifique : tu es trop pauvre ? Tu

ne gagnes rien ? Investis, bougre d'imbécile !

Nous avons déjà commencé à revoir la leçon du maître Marx ; glanons encore dans son petit chapitre sur la transformation de la plus-value en capital. C'est que nous ne sommes pas allés plus loin que l'école primaire, monsieur le Recteur !

« Nous avons vu comment la plus-value naît du capital ; nous allons maintenant voir comment le capital sort de la plus-value. Si, au lieu d'être dépensée, la plus-value est avancée et employée comme capital, un nouveau capital se forme et va se joindre à l'ancien. On accumule donc en capitalisant la plus-value ». Donc, investissement équivaut à accumulation.

*Accumulation, accumulation, nous y voilà... Toujours chez ce vieux Marx, alors que nous disposons aujourd'hui de la haute école confédérale ! Espérons que les grosses têtes de l'économie divottrienne nous excuseront ! D'ailleurs, ce n'était même pas une découverte de Marx, qui cite son cordial ennemi Malthus — *Definitions in Political Economy*, London, 1827 (Fi donc !) : « Accumulation du capital : emploi d'une portion de revenu comme capital... Conversion de revenu en capital ».*

Investir signifie donc ajouter à la faculté qu'ont les bourgeois d'un pays d'exploiter la classe ouvrière, une faculté supplémentaire de le faire. Dans les pages auxquelles nous avons fait référence, Marx montre, avant les polémiques historiques sur l'accumulation et la circulation générale des capitaux, comment on passe du gain effectif dans un cycle donné de production capitaliste à l'organisation d'un cycle ultérieur élargi. De la vente de ses produits sur le marché, le capitaliste a tiré un bénéfice, une somme supérieure à celle qu'il avait avancée en machines et en matières premières d'une part, en salaires de l'autre. Cet excédent, la plus-value, se trouve en sa possession d'abord sous forme d'une partie des produits, puis sous forme d'argent reçu en plus. Pour en faire un nouveau capital productif, il faut pouvoir le transformer sur le marché en moyens de production : ouvriers salariaux, subsistances qui leur sont nécessaires, machines et matières premières ; et il faut que le marché absorbe les nouveaux produits.

Mussolini prétendait tout avoir à l'intérieur des frontières nationales ; Di Vittorio ne dispose que d'un seul élément : deux millions de chômeurs.

Les données fondamentales du grand problème qu'est le « cadre économique » capitaliste étendu sur tout le monde moderne nous suffisent ici. Tous les échanges du cycle complexe respectent les lois de l'échange entre équivalents qui régissent la circulation marchande et néanmoins tout le capital s'y engendre comme travail volé.

La propagande pour l'accumulation et l'investissement est une propagande pour l'exploitation du travailleur. Pas moyen d'y échapper, de quelque faculté qu'on soit diplômé.

« Si le capital additionnel occupe son propre producteur

[c'est-à-dire : les ouvriers même qui l'ont produit — N.d.R.], ce dernier, tout en continuant à mettre en valeur le capital primitif, doit racheter les fruits de son travail gratuit antérieur par plus de travail additionnel qu'ils n'en ont coûté. Considéré comme transaction entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, le procédé reste le même quand, moyennant le travail gratuit des ouvriers occupés, on embauche des ouvriers supplémentaires. Le nouveau capital peut aussi servir à acheter une machine destinée à jeter sur le pavé et à remplacer par un couple d'enfants les hommes même auxquels il a dû sa naissance ».

Marx applique ici la théorie de la plus-value pour dénoncer la supercherie de l'économie bourgeoise, selon laquelle le capitaliste accomplit une fonction sociale utile en investissant, puisque, selon l'expression vulgaire, il donne à manger à d'autres travailleurs sans emploi. « Plus le capitaliste a accumulé, plus il peut accumuler. En d'autres termes : plus il s'est déjà approprié dans le passé de travail d'autrui non payé, plus il peut en accaparer dans le présent. »

Cette réfutation des théories des économistes du capital sur l'« abstinence » et sur le « fonds de salaire » peut se lire aujourd'hui comme la réfutation des plans productivistes de nos organisateurs (!) ouvriers de l'an de grâce 1950.

Smith et Ricardo voulaient faire croire que toute la part du revenu que le capitaliste « s'abstient » de consommer en personne et qu'il « ajoute au capital », c'est-à-dire investit, est consommée par les travailleurs productifs, c'est-à-dire entièrement transformée en salaires. D'après eux, le capitaliste qui accumule en investissant tout ce qu'il gagne et en menant une vie austère, achète des matières premières et des subsistances qui ont nécessairement été produites par d'autres ouvriers, si bien qu'à la fin du cycle tout son profit est revenu aux ouvriers. Marx détruit ce sophisme à la racine. Seule une partie du bénéfice investi sert à l'achat de force de travail, le reste accroît le capital constant, établissements, ateliers, machines et matières premières, qui n'entrent pas dans la consommation des ouvriers ni du capitaliste, mais augmentent le patrimoine, le privilège et la force de domination de la classe capitaliste qui en a le monopole. « Cela va sans dire, l'économie politique [bourgeoise] n'a pas manqué d'exploiter à l'avantage de la classe capitaliste cette doctrine d'Adam Smith : que toute la partie du produit net qui se convertit en capital est consommée par la classe ouvrière ». Et on comprend facilement pourquoi la Confédération exhume aujourd'hui ces belles théories.

Marx dit plus encore. Au cours de l'accumulation, le capital constant se renouvelle sous forme de techniques plus évoluées, avec un emploi plus grand de force motrice et un rendement supérieur des procès industriels. La masse du capital augmente, celle de la plus-value aussi, mais, à des tournants donnés, la masse de main-d'œuvre, elle, peut ne pas augmenter mais diminuer, parce que la quote-part du capital variable diminue par rapport à celle du capital constant moderne, composé d'installations et de stocks formidables de matériels.

Investir signifie dans tous les cas accroître la puissance de classe du capital. Mais cela ne signifie pas dans tous les cas augmenter à coup sûr l'emploi de main-d'œuvre et lutter contre le chômage. C'est là un aspect des crises économiques et de leurs revers. On les combat en préparant la gestion sociale du capital accumulé par les bourgeois : non pas pour « donner plus de travail », mais pour obtenir plus de biens de consommation au prix de moins de travail. Pour cela le système du salariat doit être supprimé, et donc le pouvoir capitaliste.

AUJOURD'HUI

Le « plan confédéral » ne veut pas seulement contraindre les industriels italiens à consommer moins et à vivre comme des franciscains, afin qu'une part de leur revenu patronal permette à de nouvelles entreprises de croître et de se multiplier. Il s'agit de bien autre chose ! L'investissement projeté de 3 mille milliards de lires nécessiterait énormément de temps. On veut donc trouver d'autres ressources de financement. Par exemple, les économies que les petits épargnants ont déposées dans les caisses de l'Etat ou dans les banques ; on pense aussi à dégeler les réserves d'or et de devises de la Banque d'Italie ; et enfin on accepte sans hésiter les célèbres dollars E.R.P. et Marshall. C'est vraiment le cas de dire que tout est bon pour la soupe, et nous sommes là dans le domaine de l'économie transcendente, qui est à Marx et même à Ricardo ce que le Jazz Band est à Beethoven.

On n'a pas à craindre l'inflation, puisque les valeurs nationales produites par les nouvelles installations productives et le rendement de la puissance industrielle garantiront la lire mieux qu'une couverture-or ! C'est la théorie même de Hitler-Schacht, de l'authentique National-socialisme, une réforme monétaire de la Rentenlire (1). Et en vertu de quelle autre théorie réévalue-t-on le rouble en Russie ? Reconnaissons cependant que là-bas ce n'est pas du vent : il y a

du fer et du charbon, peut-être de l'or en réserve sous terre, ainsi que de l'uranium. En Allemagne aussi, c'était sérieux. Resserrez en un solide organisme social et politique la force des bourgeois, et ils n'auront plus besoin pour leurs échanges entre eux de la garantie libre-échangiste d'une couverture métallique : les ordres du centre suffiront !

De toute façon, l'argent ainsi mobilisé ne peut, en général, trouver qu'à l'étranger les marchandises dont il a besoin — exception faite du travail. Et à l'étranger, si on accepte volontiers ces réserves d'or, on comptera pour du beurre cette autre richesse apparente et fictive constituée par les dépôts des épargnants, richesses qui, précisément pour les raisons indiquées, ne représentent rien quand l'ensemble de la machine est brisé, mais indique uniquement que les affaiblis ont contracté entre eux des obligations qu'ils doivent assumer en menant un train de vie encore plus austère. Si bien que

(suite page 4)

(1) Allusion au Rentenmark, nouvelle devise allemande instaurée en 1923 par le Dr Schacht, futur ministre de l'économie de Hitler.

Les « dollars E.R.P. » cités plus haut représentent les investissements au titre de l'European Recovery Program (Programme de Reconstruction Européenne) après la seconde guerre mondiale.

L'impérialisme français a la bénédiction de Pékin

« L'expérience historique a maintes fois prouvé qu'un engagement fictif ne saurait amener une paix réelle. Or il est dans le monde un petit nombre d'individus qui se complaisent de tous temps à porter atteinte à l'indépendance d'autrui. Bien qu'ils vivent dans les années 1970 au XX^e siècle, ils caressent les rêves des empereurs féodaux du XVII^e siècle. Le monde, c'est nous : telle est leur devise. »

Qui tient ce langage ? C'est quelqu'un qui prétend au marxisme, c'est Chou En-lai. Pauvres de nous, qui nous imaginons avec Lénine que l'impérialisme est le produit du capitalisme le plus moderne, et plus précisément le mode d'existence du capitalisme du XX^e siècle ! Nous serions-nous trompés, et l'impérialisme ne serait-il qu'une misérable tendance maligne du passé que l'archange de la démocratie a du mal à terrasser ? En réalité, il est facile de comprendre qu'un aussi vieux routier que Chou ne puisse pas en même temps affirmer — comme c'est la thèse officielle de Pékin, de Moscou et de tous les bourgeois — que le développement des échanges est un facteur de paix, et reprendre l'affirmation de Lénine et des marxistes qui conduit à la conclusion que la paix n'est possible qu'avec la suppression du commerce et du marché !

Et à qui Chou En-lai a-t-il déclaré : « Nous soutenons les justes luttes menées par les peuples des divers pays » ? Au chef d'un mouvement d'indépendance se débattant dans les tenailles des coalitions impérialistes rivales et portant encore sur lui les armes avec lesquelles il combat le colonialisme ? Pas du tout ! « Nous soutenons aussi, à poursuivi le chef du gouvernement chinois, les peuples européens qui s'unissent pour préserver leur souveraineté et leur indépendance... ». Ce beau discours était adressé à G. Pompidou, président d'un Etat qui est une des plus vieilles citadelles de l'impérialisme, et qui a derrière lui une longue tradition dans le massacre des peuples coloniaux, illustrée récemment encore par son corps expéditionnaire en Afrique.

Les peuples qui sont sous la domination politique de l'impérialisme ont appris au prix de leur sang que leurs exigences politiques sont incompatibles avec les « besoins d'indépendance » de l'Etat métropolitain contre les autres impérialismes, car ces « besoins » le mènent à l'oppression politique dans sa « zone d'influence ». Ils ne peuvent donc pas trouver dans le maoïsme une direction conséquente pour la lutte anti-impérialiste.

*Quant au prolétariat des métropoles impérialistes, il doit se souvenir, comme l'expérience l'a déjà montré, que l'indépendance nationale pour un Etat oppresseur ne peut signifier autre chose que la participation aux brigandages internationaux. Le prolétariat ne peut donc faire sienne une telle revendication sans renforcer l'instrument de sa propre oppression et donc se barrer la voie de l'émancipation révolutionnaire. Lorsqu'un groupe maoïste comme le « P.C.M.L.F. » « considère que la politique du gouvernement actuel présente des aspects positifs, notamment la volonté de maintenir l'indépendance nationale » (*Le Monde*, 12-9), il montre donc qu'en dépit de ses prétentions « révolutionnaires » il n'est qu'un des derniers rejetons du social-chauvinisme et du social-impérialisme. Qu'il le soit au nom du soutien à l'Etat national chinois, au lieu de l'être, comme ses prédécesseurs, au nom de l'Etat national russe, ne change rien à l'affaire.*

(suite de la page 3)

dans ce pays de cocagne, les misérables, les travailleurs, pratiquent « l'abstinence », tandis que les patrons et leur nombreuse et diverse domesticité s'en mettent jusqu'aux yeux.

Nos industriels se démènent depuis des années pour acheter à l'étranger un nouvel outillage, parce que le leur, techniquement dépassé, ne rend pas assez.

C'est une bonne blague pour piocher dans les fonds collectifs nationaux et étrangers. Comment se fait-il qu'en Allemagne, où on n'a pas construit de nouvelles machines mais détruit en partie celles qui existaient, la production ne cesse d'augmenter ? De toute façon nos pauvres patrons auront les sous du plan confédéral : si l'histoire du renouvellement des installations est fautive, ce sera de l'argent jeté par les fenêtres ; si elle est vraie, il y aura des machines plus puissantes. A production égale, machines et installations de plus haut rendement occupent moins d'ouvriers et le mirage du « plein emploi » s'évanouira de lui-même. Et les trois mille milliards urgeraient, à entendre nos sommités ès-sciences économiques ambulantes, pour donner immédiatement du travail à neuf cent mille travailleurs, c'est-à-dire assurer un revenu salarial annuel de plus de deux cent milliards au minimum sans absorber pour autant la moitié des chômeurs actuels...

Mais laissons là, la discussion du plan général de l'économie italienne...

Arrêtons-nous plutôt sur le fait révélateur que l'auteur de tous ces projets planificateurs adressés à l'Etat italien, Etat bourgeois, constitutionnel, allié du Vatican et des grandes puissances capitalistes, est le syndicat ouvrier. Les trahisons aussi font l'histoire.

Faire investir ceux qui sont nus

Dans la course du capital à l'accumulation, la classe bourgeoise a toujours appuyé sur deux leviers : sa propre abstention de toute consommation improductive, dont nous savons, avec Marx, ce qu'il faut penser (« le monde ne vit plus que grâce aux mortifications de ce moderne pénitent adepte de Vichnou : le capitaliste ! ») et l'abstinence de la classe ouvrière, c'est-à-dire la faible rémunération du travail. Mais cette dernière manœuvre a été contrecarrée par le développement mondial des organisations économiques des travailleurs salariés.

Les marxistes révolutionnaires savent que l'accumulation est la condition indispensable de la révolution socialiste ; ils savent que le capitaliste « agent fanatique de l'accumulation, force les hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les forces productives et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle et supérieure, dont le principe fondamental sera le développement complet de chaque homme ». En même temps et dans le même but révolutionnaire toujours proclamé, Marx et les marxistes ont participé de toutes leurs forces aux luttes syndicales pour des rémunérations plus élevées et l'augmentation du salaire. Mais salaires plus élevés signifie moins de plus-value, moins de profit, possibilité moindre d'investir du nouveau capital. Eh oui ! pour le marxisme les choses n'existent pas en secteurs séparés où l'économie serait isolée de la politique, et en même temps qu'il voit les capitalistes construire, en accumulant, les conditions de leur ruine, il voit les travailleurs construire, en s'associant, celles de leur force de classe et de leur victoire.

Toute la lutte des syndicats dans le monde entier, explicable seulement en tant que base de la lutte proprement politique, n'a jamais eu, ne peut avoir et n'a... qu'une seule signification : celle d'une opposition frontale à l'acharnement forcené des bourgeois pour baser sur la faim des travailleurs leurs fonds d'investissements.

Si le syndicat est battu et la grève brisée, les salaires sont bas et le capital profite et investit.

Mais quand le syndicat vainc, quand la grève réussit et que les salaires montent, le capital voit sa marge bénéficiaire baisser, et l'investissement recule.

Dans la bataille, qu'elle soit gagnée ou perdue, les travailleurs actifs ou au chômage, ont marché coude à coude ; ils ont compris que le vrai champ de bataille n'est pas l'usine mais la place publique, le pays, le monde ; que leur véritable objectif est le pouvoir politique, pour arriver au socialisme. Ils ont appris que dans la production moderne, la réserve sociale doit grandir, mais qu'en même temps il faut combattre et supprimer le privilège de la bande de prédateurs bourgeois qui ont la mainmise sur elle.

Il faut lutter pour une économie où il n'y aura plus d'investissements ni de revenus, mais seulement une organisation sociale du travail et de la consommation ; contre l'économie d'aujourd'hui, où seuls des professeurs à la gueule enfarinée parlent de revenu du travail et d'investissement productif, alors que tout investissement a pour but, non pas la production mais l'exploitation, et que tout revenu est appropriation de travail volé à autrui. Qu'ils aient ou non du travail, les salariés n'ont pas de revenu. Le syndicat ouvrier est

l'ennemi et le saboteur de l'investissement bourgeois.

Et pourtant ce ne sont pas les syndicats dirigés par des prêtres ou des francs-maçons, mais ceux qui se prétendent rouges et socialistes qui lisent à l'envers les textes du syndicalisme, même soignant révolutionnaire à la Sorel, ou ouvertement ultra-réformiste.

Que lisent donc ces érudits ? Citons leurs sources à leur place : « L'ensemble de la production est unitaire du point de vue national : ses objectifs sont unitaires et se résument dans le bien-être des particuliers et dans la puissance nationale.

« Dans le contrat de travail collectif, la solidarité des divers facteurs de la production trouve son expression, grâce à la conciliation des intérêts opposés des employeurs et des travailleurs, et à leur subordination aux intérêts supérieurs de la production. »

Ce texte émane d'un syndicat légalement reconnu par l'Etat bourgeois comme son organe : au cas où on ne s'en serait pas aperçu c'est un extrait de la Charte du Travail fasciste. En langage marxiste cela signifie que, suivant les traces de Mussolini sur la voie éternelle de la trahison, nos honorables dirigeants « rouges » ont fait du syndicat ouvrier un des facteurs de l'accumulation du capital.

Quant à la très habile acceptation des capitaux et des investissements américains — nous nous occuperons aussi un jour de la théorie de l'habileté —, les paroles toutes récentes du « commissaire politique », plus que délégué économique de Washington, Zellerbach, suffiraient à la définir.

S'adressant à ses mandataires, celui-ci a justement soutenu que les fournitures et les investissements

E.R.P. et Marshall en Italie doivent continuer, puisqu'ils ont donné jusqu'ici des résultats « productifs ». En effet le gouvernement démocrate-chrétien tient solidement le pouvoir, le parti « communiste » a vu ses effectifs diminuer de vingt pour cent, et la Confédération stalinienne en a pris un sérieux coup avec la scission des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates. C'est dans cette conjoncture que Zellerbach lâchera les milliards que demande Di Vittorio : il les investira à un taux de faveur, que dis-je ? il les offrira en cadeau aux régions sous-développées. Seul le critère politique permet de comprendre comment le don devient investissement et l'aumône devient productive, même en dehors de la Vallée de Josaphate.

Bien sûr, les entremetteurs du capital italien ne peuvent pas rappeler aux « généreux donateurs » qu'ils ont eux-mêmes saccagé l'économie locale avec les milliards d'« amlire » (combien ?) de la monnaie d'occupation. Ils n'osent le rappeler aux divers Zellerbach, pour la bonne raison que ces amlires de singe qui ont causé la perte de l'appareil industriel local, en achetant sans les payer vraiment « des prestations de nature personnelle et même infâme », ont servi aussi à financer la reconstitution de ces partis et de cette Confédération qui sont les dignes porte-drapeaux de la politique nationale et productive arrivée à la phase suprême de politique d'investissement.

Et pour croire qu'en fin de compte toute cette histoire est une subtile manœuvre de la cinquième colonne pour saboter (sur le dos des chômeurs italiens) l'économie américaine au plus grand profit de Staline, il faudrait admettre que les capitalistes américains, vivants et dynamiques en diable, sont plus cons que nos chefs confédéraux. Mais plus cons que ceux-là, on en meurt !

La mystification de l'antiracisme démocratique

Pendant que l'oppression policière, le chantage à l'expulsion, les assassinats d'immigrés commis en toute impunité continuent à susciter la réaction ferme, mais tragiquement isolée des travailleurs étrangers (grèves de la région parisienne le 14 septembre, après les grèves de trois jours lancées dans le Midi), le P.C., la C.G.T. et les autres opportunistes s'activent aussi à leur manière.

La C.G.T. dénonce ces grèves comme risquant d'aggraver un isolement auquel elle contribue par toute sa politique ; la C.F.D.T. toujours jésuite « se déclare solidaire dans la mesure où les formes d'action se limitent à des arrêts de travail et des assemblées générales sur les lieux de travail », révélant ainsi le sens conservateur de son culte du « lieu de travail » et des « actions dans le cadre de l'entreprise ». Une délégation du P.C.F. a rendu visite au ministre du travail, et constaté que le ministre « a reconnu le sérieux des problèmes posés par la délégation » (L'Humanité du 13-9-73) et qu'il « a paru sensible à l'insistance avec laquelle la délégation lui a montré la nécessité et l'urgence d'un statut des travailleurs immigrés, ainsi que des propositions avancées pour l'amélioration du sort de ces travailleurs, le respect de leur dignité et la lutte indispensable contre le racisme ». Entre partisans d'un contrôle de l'immigration par l'Etat du capital dans le respect

de l'« intérêt national », on ne peut que se comprendre... Quant à la « lutte indispensable contre le racisme », un large chœur de bien-pensants unit, de Pompidou aux sociaux-démocrates de tout poil, tous ceux qui veulent bien mener contre les « préjugés », une « lutte d'idées »... à condition qu'elle ne lèse pas les intérêts tricolores et ne touche pas aux rapports de classe.

Les groupes « gauchistes » qui se réclament du marxisme donnent aussi dans la mystification de l'antiracisme démocratique. Ainsi, en dénonçant dans son numéro du 4 septembre l'« imbécillité » du racisme, en affirmant que « les racistes ne sont qu'une infime minorité et doivent se sentir isolés », Lutte Ouvrière donne à fond dans la vision bourgeoise qui transforme tous les phénomènes inhérents au capitalisme (comme la concurrence entre les ouvriers en général, et ce produit matériel de l'impérialisme qu'est l'opposition de l'aristocratie ouvrière à un prolétariat immi-

gré surexploité) en « états d'âme » (la « mentalité colonialiste », l'« attitude raciste »), et qui prétend ensuite que ce sont ces idées qui déterminent l'alignement des forces sociales. Les remèdes sont dignes de l'analyse du mal : contre « ceux qui tiennent ouvertement des propos racistes, et à plus forte raison qui se livrent à des gestes hostiles vis-à-vis des travailleurs immigrés », on propose « la mise au ban de l'opinion des travailleurs, voire s'il le faut l'anéantissement » (la vantardise sur la violence des moyens ne rachète nullement la niaiserie démocratique des fins...) ; le « Pacte d'action anti-raciste » signé par une quinzaine d'organisations d'extrême-gauche, précise : « Dans les localités, les quartiers populaires, les commerçants racistes, les fonctionnaires racistes, les patrons et les élus racistes doivent être dénoncés publiquement et boycottés », et Lutte Ouvrière commente (n° du 11 septembre) : « La tâche de l'heure, c'est de dénoncer et d'isoler les racistes partout où ils se trouvent et de les contraindre au silence. Il faut en outre organiser le boycott des individus racistes et des établissements où les propos xénophobes sont monnaie courante ». Autant proposer le boycott et la mise en quarantaine de tous les individus influencés par l'idéologie bourgeoise !

Ces lubies d'« éclaireurs de consciences » ne sont pas inoffensives politiquement. De façon conséquente, puisque toute sa perspective élude la nécessité de l'affrontement avec l'Etat, L.O. demande dans le même article, que soient séparées la lutte pour « mettre les racistes au ban de la société » (sic !), et la lutte contre la circulaire Fontanet, qu'elle envisage ainsi : « Il est possible dès maintenant de mettre sur pied des collectifs d'avocats chargés de ces problèmes [la régularisation de la situation administrative des immigrés], de lancer auprès de petits commerçants et d'artisans de gauche, une grande campagne pour collecter des certificats de travail de complaisance qui pour-

raient être utiles dans de nombreux cas. Et pourquoi des militants syndicaux, des avocats, des personnalités locales ne prendraient-ils pas partout en main la défense des travailleurs immigrés ? (...) De telles initiatives soutenues et popularisées à l'échelle nationale par des intellectuels connus, des écrivains, des artistes, des militants politiques, non seulement auraient de bonnes chances, à court terme, d'enrayer la machine administrative, mais auraient aussi l'avantage d'annoncer clairement au gouvernement qu'une partie non négligeable de l'opinion est prête à tout faire pour bafouer sa circulaire scélérate ». Cette conception qui remplace la lutte des ouvriers de toutes origines nationales contre des mesures qui visent à affaiblir le prolétariat tout entier, par une croisade d'idées visant à convertir les individus de toute classe, et par des mesures d'assistance dans l'esprit traditionnel de la philanthropie bourgeoise, aboutit à dissoudre la force de classe même embryonnaire qui se constitue à travers ces luttes dans un front de tous les bien-pensants obligatoirement soumis à la direction bourgeoise.

L'antiracisme démocratique ne manque pas de se référer à la solidarité « croisée » contre le fascisme de la seconde guerre mondiale : « Le racisme doit se combattre tout comme son frère jumeau le fascisme... ». Si seule la sottise démocratique petite-bourgeoise peut voir des « frères jumeaux » dans un produit matériel et idéologique de l'impérialisme servant à diviser la classe ouvrière d'une part, un mode de domination de la bourgeoisie lié à certaines circonstances historiques de l'autre, l'antiracisme et l'antifascisme naissent bien, eux, de la même souche : la défense abstraite, au mépris des rapports de classe, de « droits de l'homme » qui seraient également violés par le racisme et le fascisme. L'histoire prouve, au contraire, que démocratie bourgeoise et impérialisme engendrant le racisme, ont marché de pair : le racisme n'est pas lié à une

forme de la domination bourgeoise, mais à la domination bourgeoise elle-même, de même qu'exploitation et répression du prolétariat ne sont pas le propre du fascisme, mais de la dictature bourgeoise, que les communistes combattent également, qu'elle soit démocratique ou fasciste. Les démocrates antifascistes et antiracistes, même parés de références « marxistes », ne font que pousser le prolétariat à renoncer à sa ligne politique propre en le soudant à sa bourgeoisie dans la « défense des acquis ». Logiquement aussi, cette solidarité de fond dans le démocratisme ramène les groupes gauchistes à la remorque de l'opportunisme : ainsi, L.O., après avoir dénoncé formellement la passivité de la C.G.T., fait appel, pour « isoler les racistes », aux « organisations ouvrières, qui ont les moyens de mener cette lutte et doivent la mener ».

Ajoutons qu'il n'y a pas non plus de rupture réelle possible avec l'opportunisme lorsque, comme les proclamaient stalinien de Front Rouge, on dément ses propres mots d'ordre anti-chauvins et anti-révissionnistes dans la lutte contre la circulaire Fontanet en se réclamant de la tradition nationaliste de solidarité avec la bourgeoisie représentée par la Résistance.

Toute cette ligne politique démocratique et frontiste, où qu'elle se retrouve, a pour effet réel de freiner la constitution du prolétariat en classe et d'entraver même ses luttes immédiates en les poussant dans les filets du libéralisme bourgeois : comme tout opportunisme, en sacrifiant la claire vision de classe à l'espoir d'un résultat immédiat d'ailleurs illusoire, elle retarde d'autant la libération de toutes les couches opprimées.

PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du n° 17 (12 septembre 1973) de :

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- La voie « pacifique » est la voie du suicide.
- Moules et choléra, ou « sus à l'empoisonneur ! ».
- Le mouvement des ouvriers de Lip.
- Le nationalisme en Yougoslavie et ses prétendus critiques marxistes (II).
- Encoré sur la « pensée de Mao » (I).
- A l'école du réformisme.
- Les « flots de montage » : nouveaux habits pour une exploitation ancienne.
- Correspondance syndicale.
- Abonnement annuel : 20 F
- Commandes au « Prolétaire »

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra (420 p., 30 F).

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale comunista (740 p., 40 F).

Commandes au « Prolétaire ».

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les N.M.P.P.